

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Direction de l'Aménagement des Territoires
et de la Transition Écologique

Service Prévention des Risques et Industries
Extractives

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REGULUS SA UPG

BP 73
Centre Spatial Guyanais
97372 Kourou

Références : ATTE/PRIE/PRA/MC/2025/184
Code AIOT : 0006900028

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2025 dans l'établissement REGULUS SA UPG implanté Centre Spatial Guyanais 97310 Kourou. L'inspection a été annoncée le 20/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervient dans le cadre d'un incident pyrotechnique survenu le 14 février 2025 déclaré par l'exploitant par mail le même jour. Lors d'un test permettant de vérifier la qualité du propergol, la flamme de combustion ne s'est pas évacuée par l'orifice prévu sur le banc d'essai. L'inspection des installations des classées s'est rendue sur site pour comprendre la manière dont s'est produit l'incident et échanger sur les mesures mises en place.

Ce banc d'essai et ce type d'incident ne génèrent pas de risque ni d'effet domino potentiel sur les autres installations du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REGULUS SA UPG
- Centre Spatial Guyanais 97310 Kourou
- Code AIOT : 0006900028
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'Usine de production de Propergol de Guyane (UPG), est exploitée par la société franco-italienne REGULUS. Elle assure la fabrication et le chargement en propergol solide des lanceurs exploités sur le centre spatial guyanais en produisant les booster (P120C et P160C) de VEGA-C et Ariane 6.

Contexte de l'inspection :

- Incident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incident pyrotechnique	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incident n'a pas eu d'impacts humains ni environnementaux mais seulement des dégâts matériels. L'exploitant a pris les mesures nécessaires pour mettre en sécurité l'installation. Un rapport d'incident est attendu pour compléter l'analyse des causes et les mesures à prendre pour éviter la survenue d'un nouvel incident du même type.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident pyrotechnique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Le 14 février 2025 un incident pyrotechnique s'est produit à l'usine de propergol de REGULUS. L'inspection des installations classées a été notifiée le jour même de l'incident. L'incident s'est produit au bâtiment 330 " <i>stand de tir des blocs de contrôle</i> " qui est destiné au tir sur banc fixe des blocs de contrôle dits "Baria" permettant de vérifier la qualité du propergol fabriqué pour les moteurs P120C et P160C. Lors d'un des tirs, la flamme générée lors de la combustion du propergol s'est dirigée par l'avant du Baria au lieu de se propager uniquement par l'arrière. Une rupture s'est produite entre le Baria et le système d'accroche du banc de tir. L'incident a provoqué seulement des dégâts matériels. Il n'y a pas eu d'impact humain ou environnemental. Le banc de tir est inutilisable et les activités de tir sont pour l'instant suspendues. L'exploitant va procéder au changement du banc de tir. Cet incident a fait l'objet de l'ouverture d'une fiche ACACIA (système interne de recensement des incidents/accidents). 4 incidents du même type se sont déjà produits par le passé. Les fiches ACACIA des précédents incidents n'ont pour l'instant pas pu être retrouvées car datant d'avant 2015. Un travail de recherche dans les archives est en cours par l'exploitant. Actuellement l'usure du banc de tir ne fait pas l'objet d'un suivi (absence de suivi du nombre de tirs réalisés, absence de suivi du nombre d'années d'utilisation). À ce jour, il y a seulement une alternance entre les deux bancs de tir dont dispose l'exploitant. Il n'existe pas non plus de procédure spécifique concernant la réception, le stockage et le contrôle des joints utilisés sur le banc.

Des procédures destinées aux agents existent pour l'utilisation du banc de tir. Ces procédures pourront être mises à jour en fonction des conclusions du rapport d'incident.

Ce scénario d'incident n'est pas retenu dans l'étude de dangers et dans le POI, car les effets restent dans l'emprise du bâtiment et n'ont pas d'impacts sur l'extérieur.

Une analyse des causes est en cours de réalisation par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un rapport d'incident est attendu précisant les circonstances et les causes de l'incident ainsi que les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire.

L'exploitant indiquera dans son rapport s'il y a lieu ou non de modifier les procédures liées aux activités de tir Baria. Si cela est le cas, l'exploitant présentera les modifications apportées.

L'exploitant justifiera également si un suivi de l'usure du banc de tir est nécessaire. Si oui, il précisera la méthodologie qu'il prévoit de mettre en place.

Type de suites proposées : Sans suite